Initiation à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne

Sylvio De Franceschi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/458>

DOI : 10.4000/ashp.458

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Sylvio De Franceschi, « Initiation à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 139 | 2008, mis en ligne le 30 octobre 2008, consulté le 12 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/458> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.458>

INITIATION À L'HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES ET THÉOLOGICO-POLITIQUES DANS L'EUROPE DE L'ÂGE MODERNE

Maître de conférences : M. Sylvio DE FRANCESCHI

Programme de l'année 2006-2007 : I. *Introduction à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne : questions de méthode et d'historiographie.* — II. *Raison d'État et raison d'Église : les polémiques doctrinales autour de l'Interdit vénitien (1606-1607)* [suite].

L'année 2006-2007 a vu la poursuite des travaux précédemment entamés. Elle a été consacrée, d'une part, à des considérations méthodologiques et historiographiques, d'autre part, à la suite d'une étude sur les polémiques doctrinales engendrées par l'Interdit vénitien (1606-1607).

I. Introduction à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne : questions de méthode et d'historiographie

On s'est ainsi attaché à retracer les grands débats historiographiques qui ont jalonné l'émergence de la discipline que constitue l'histoire des idées politiques de l'âge moderne, discipline dont les capacités explicatives sont depuis très longtemps sujettes à de vives discussions et dont la légitimité « historienne » a été largement contestée en France, notamment par l'école des Annales et ses disciples. À la lumière d'une étude croisée des débats disciplinaires français et italiens depuis le début des années 1920 jusqu'au tournant critique de la fin des années 1960, on a voulu dégager les principaux enjeux méthodologiques autour de quoi s'est bâtie en France, parmi les spécialistes de l'époque moderne, une solide mais aussi très singulière méfiance à l'égard d'un champ disciplinaire auquel leurs collègues transalpins ont depuis longtemps accordé plein droit de cité. L'histoire des idées politiques a longtemps lutté pour son autonomie scientifique et a dû se différencier de voraces disciplines connexes, dont l'histoire littéraire, l'histoire du droit et l'histoire de la philosophie, qui souhaitaient occuper le champ qu'elle se proposait d'exploiter. L'accord ne s'est d'ailleurs jamais vraiment fait sur les dénominations disciplinaires, et la grande faveur dont a durablement joui l'expression canonique d'histoire des doctrines politiques ne doit pas masquer l'infinie diversité d'usages parfois incompatibles entre eux. Les Allemands parlaient naguère de « science de l'État », *Staatswissenschaft*, de « théorie de l'État », *Staatstheorie* ou *Staatslehre*, de « philosophie de l'État », *Staatsphilosophie* ou encore *Staatsgedanke* – notion aux consonances hégéliennes –, et ils confondaient l'histoire de la pensée politique avec celle de la « science du droit public », *Geschichte der Staatsrechtswissenschaft*, voire avec celle de la production des publicistes, *Publizistik*, celle de l'apparition des grandes théories sociales, *Soziallehren*, ou celle de la « philosophie du droit et de l'État », *Geschichte der Rechts- und Staatsphilosophie*. En Angleterre, on pré-

férait plus prudemment évoquer les notions proches de *political theories*, de *political science*, de *political thought*, de *social theories*, de *social and political theories*, ou de *social and political ideas*. Les auteurs français utilisaient l'expression de « sciences morales et politiques », ou plus simplement de « sciences politiques » – devenue courante après la fondation par Émile Boutmy de l'École libre des sciences politiques au lendemain de la guerre de 1870. En Italie, l'immense majorité des savants s'en tenait le plus fréquemment à l'étiquette commode de *dottrine politica*. L'historiographie des doctrines politiques a achevé un premier cycle de maturation, dominé d'un bout à l'autre par l'opposition entre réalistes et idéalistes, à la fin des années 1950. Parce que la discussion a pris chez eux la forme la plus intense, jusqu'à provoquer un sentiment de satiété, les historiens italiens sont les premiers à comprendre la nécessité d'une rupture épistémologique ; ils vont être rapidement suivis par leurs homologues français, anglo-saxons et allemands. Federico Chabod est mort trop tôt pour voir les premiers résultats obtenus grâce aux efforts de ses jeunes collègues ; sa génération, très fortement marquée par les théories de Benedetto Croce, n'a pas su rompre complètement avec la formation scientifique qu'elle avait initialement reçue. Le renouveau de la discipline va finalement être l'œuvre commune de spécialistes qui, moins influencés que leurs aînés par le crocianisme, estiment que la polémique méthodologique a été développée jusqu'à saturation sans produire les effets escomptés. Au moment où lui semblait enfin acquise une indéniable reconnaissance scientifique, l'histoire de la pensée politique devait cependant affronter le discrédit général encouru par l'*Ideengeschichte* à la suite des vives critiques formulées en 1969 par Michel Foucault (1926-1984) dans *L'archéologie du savoir*. Les historiens des doctrines politiques ne pouvaient rester insensibles aux avertissements lancés par Foucault. Aucune solution ne leur était spécifiquement donnée, seulement exprimée une lancinante insistance sur l'insuffisance de leur point de vue à rendre compte des idées, qu'il fallait d'abord considérer comme des énoncés. Plus que jamais le débat se recentrait sur un éventuel primat du langage. Une première réponse est venue de l'école anglo-saxonne – sans qu'elle ait été directement induite par les incriminations foucaaldiennes. En 1969, la même année où paraît *L'archéologie du savoir*, un jeune philosophe anglais, Quentin Skinner, publie un article qui fait date, intitulé « Meaning and understanding in the history of ideas ». Pour lui, une approche contextuelle limitée aux seuls aspects économiques et sociaux n'est pas satisfaisante – elle recherche la signification d'un écrit à l'extérieur du seul champ qui peut la révéler : la communication qui se crée entre l'écrivain et son lecteur. L'accès au signifié d'un texte réside en dernier ressort dans son contexte discursif. L'âge classique de l'histoire des idées politiques comme discipline historiographique était désormais révolu sans qu'eût été pleinement remplie l'exigence formulée par l'école des Annales d'une histoire sociale des doctrines politiques. De là, peut-être, le singulier discrédit français d'un champ disciplinaire dont les apports continuent de receler, aux yeux de la communauté historienne en France, quelque chose de non abouti.

II. Raison d'État et raison d'Église : les polémiques doctrinales autour de l'Interdit vénitien (1606-1607)

D'autre part, dans le cadre d'un travail de réflexion entamé sur l'Interdit vénitien (1606-1607) et sur la controverse doctrinale à quoi il a donné lieu, on est entré dans le

vif du sujet en commençant l'étude chronologique des événements. On sait que les tensions très vives qui ont caractérisé les relations entre la Sérénissime et le Saint-Siège pendant plus d'une année ont vu se substituer au premier affrontement, entre le pape et la république lagunaire, une concurrence acharnée entre France et Espagne pour assurer la médiation entre les deux protagonistes de la querelle, rivalité qui s'achève par la victoire de la diplomatie henricienne, grâce à quoi le souverain, autrefois protestant, devient le réconciliateur de la chrétienté catholique – paradoxe qui signale l'amorce d'un déclin de la diplomatie habsbourgeoise et peut-être le commencement d'un processus aboutissant à terme à la prépondérance française dans l'espace européen. Crise importante qui a mis en branle l'ensemble des chancelleries de la catholicité et qui s'est accompagnée d'une controverse doctrinale singulièrement virulente, l'Interdit vénitien a eu pourtant des causes très ponctuelles et assurément insignifiantes aux yeux de contemporains éberlués par les proportions que prenait la dispute – bref, un incident diplomatique, soit une crispation des relations entre deux États sans que l'on puisse d'emblée prédire le caractère insoluble du conflit autrement que par l'affrontement. Récemment élu au trône de saint Pierre, le pape Paul V a porté presque immédiatement son attention sur une affaire douteuse qui oppose à partir de septembre 1605 la Sérénissime et le nonce de Venise, M^{gr} Orazio Mattei. Il s'agit de l'emprisonnement dans les geôles de la République de deux ecclésiastiques. Incarcéré durant l'été 1605, Scipione Saraceni, chanoine de Vicenza, a sans doute mérité son sort. Il est accusé notamment d'avoir rompu les sceaux publics apposés aux portes de la chancellerie de l'évêché vicentin, alors vacant, et d'avoir poursuivi de ses libidineuses assiduités, et jusque dans les églises, une veuve de la noblesse qui a fort vaillamment repoussé ses avances. Presque au même moment, le redouté Conseil des Dix se saisit de la personne de Marcantonio Brandolin Valdamarin, abbé de Nervesa, à la demande du propre oncle de l'imputé, qui a dressé en septembre 1605 un impressionnant acte de dénonciation contre son neveu. L'indigne abbé y est accusé, entre autres choses, d'inceste, empoisonnement, homicide, parricide, escroqueries, stupre, viols et violences diverses. À l'évidence peu fréquentable, Marcantonio Brandolin entretient chez lui un prêtre sinistrement renommé pour ses pratiques de sorcelleries et ses vénéneuses compétences ; il fait coutumièrement bastonner ses concitoyens quand ils ont le malheur de lui déplaire ; il a couché avec sa sœur naturelle, qu'il a probablement empoisonnée par la suite ; à son instance dévergondée, l'un de ses nombreux compagnons de débauche a lancé des excréments au visage d'une femme qui avait refusé de soumettre l'une de ses nièces aux désirs de Brandolin. Si la dignité ecclésiastique du chanoine et de l'abbé pouvait leur donner le droit de n'être déférés que devant un tribunal d'Église, la gravité des chefs d'inculpation, criminels ou relatifs à l'ordre public, les qualifiait sans contredit pour une justice civile. Autre sujet de récriminations pontificales, la promulgation récente d'un arsenal juridique entamant les privilèges traditionnellement afférents à la *libertas ecclesiastica*. Le 26 mars 1605, les sénateurs ont adopté une loi qui limite drastiquement la capacité des sujets laïcs vénitiens à faire des legs pieux. Significativement, la loi a été votée au Sénat *Sede uacante*, entre la mort du pape Clément VIII le 3 mars 1605 et l'élection de Léon XI, le 1^{er} avril. Le conflit entre dans une nouvelle phase quand la papauté place le gouvernement vénitien face à ses responsabilités. Le 10 décembre, le cardinal Borghese, surintendant de l'État

ecclésiastique, transmet à M^{gr} Mattei deux brefs datés du jour même et destinés aux autorités vénitiennes. Le Bref *Ad audientiam nostram* s'attaque à trois lois prises par la Sérénissime, celle du 26 mars 1605, mais aussi celle du 10 janvier 1603, qui faisait interdiction de construire des édifices religieux sans l'accord du pouvoir civil, et celle du 23 mai 1602, qui tranchait un point litigieux concernant les biens emphytéotiques en faveur des laïcs contre les gens d'Église. Quant au bref *Ex literis*, il revenait sur le cas des deux ecclésiastiques emprisonnés pour réclamer qu'ils fussent remis à l'Ordinaire du lieu. En suivant très précisément la chronologie des événements, on a tenté d'élucider les enjeux grâce auxquels une simple querelle de juridiction a pu devenir une affaire diplomatique de grande ampleur.